

Vœu des personnels et parents d'élèves du collège Pierre de Belleyme Pauillac – CA DGH

A Madame la Rectrice de l'Académie de Bordeaux,
Pauillac, le 13/02/2025

Les représentant.e.s des personnels d'éducation et d'enseignement du collège Pierre de Belleyme de Pauillac dénoncent la DGH notifiée pour la rentrée 2025, qui ne répond pas aux besoins nécessaires pour assurer les conditions de réussite à nos élèves et soulève une intense sentiment d'indignation. Ils formulent un vœu de maintien des deux divisions et des trois postes dont la suppression est prévue.

Si nous, enseignant.e.s, reconnaissons les efforts de transparence et le travail de la direction pour faire au mieux avec les moyens attribués, nous constatons cependant que la DHG octroyée par le Rectorat nous contraint à constituer des divisions chargées au maximum de notre effectif préconisé de 25 élèves par classe et supprime trois postes d'enseignant.e.s. De plus, nous apprenons aujourd'hui, brutalement, jour du CA, la suppression des trois postes. Cette annonce choque profondément les équipes, d'autant plus que nous travaillions depuis plusieurs semaines à différentes répartitions de façon à les préserver, leur suppression n'étant pas prévue dans la DGH annoncée. Cette dotation qui réduit nos moyens fragilise par conséquent considérablement les équipes pédagogiques et met en péril les conditions de prise en charge des élèves.

En effet, nous sommes en Réseau d'Education prioritaire, ce qui est amplement justifié par le grand nombre d'élèves à besoins spécifiques que nous accueillons et le profil fortement défavorisé des CSP de notre ZAP. Cette dotation ne répond donc pas à nos besoins car il n'est pas tenu compte des spécificités de notre public : calculée au plus serré des effectifs, elle aggravera nos conditions déjà difficiles d'exercice du métier et nuira à un accueil correct de nos élèves en classe. On constate chaque année à quel point la réduction des moyens fragilise mécaniquement les élèves les plus en difficulté, et prive les autres d'un accompagnement nécessaire vers des ambitions qui sont à la hauteur de leurs capacités et de leur motivation. Concrètement, les suppressions de postes contraindront les enseignants à accepter plus d'heures supplémentaires qu'il n'est obligatoire et souhaitable, alors qu'enseigner en Éducation Prioritaire demande déjà un travail de suivi des élèves et d'adaptation pédagogique accru. Cela ne manquera pas d'accentuer les difficultés des personnels en termes de santé de sécurité au travail, et de dégrader les conditions d'accueil et d'enseignement dues aux élèves.

Dans le détail, la DGH prévisionnelle pour 2025 acte la suppression de deux divisions (une 6^{ème} et une 3^{ème}) et de 3 postes (histoire-géographie, EPS et anglais), en s'appuyant sur des prévisions d'effectifs en baisse dans ces deux niveaux et l'injonction d'absorber davantage d'HSA. Ce dernier point nous semble inacceptable, car nous faisons déjà un effort considérable dans ce domaine compte tenu de la difficulté de notre public et de l'alourdissement constant de la charge de travail des enseignants.

Il sera extrêmement compliqué pour les équipes d'endosser ce volant d'HSA et cela donnera lieu à des BMP en Histoire-géographie, EPS et anglais. Au vu des difficultés de recrutement que nous rencontrons pour compléter notre effectif d'enseignants ou pour remplacer les absents, il est évident qu'il y aura des élèves qui n'auront pas de professeur.e.s à la rentrée. Nous nous élevons donc contre ces suppressions, et sommes profondément indignés par la politique comptable qui nous met en demeure d'en faire toujours plus, au mépris de toute considération humaine, pour les enseignants comme pour les élèves, quand les conditions de notre métier ne cessent de se dégrader et de se complexifier.

Considérant les suppressions de divisions, si nous ne contestons pas les prévisions d'effectifs sur le niveau 3^{ème}, nous avons, sur le niveau 6^{ème}, des prévisions significativement supérieures à celles du Rectorat (180 élèves attendus, contre 167 selon le Rectorat). 180 élèves, répartis sur 7 divisions, cela donne 25.71 élèves par division. Or, ce niveau est particulièrement important en termes d'accompagnement et de besoins pour garantir une bonne adaptation des élèves au collège et une poursuite adéquate de leur scolarité. Sachant que parmi ces élèves s'en trouvent qui sont diagnostiqués SEGPA mais qui ne trouveront pas de place dans cet enseignement spécialisé (lui aussi fortement impacté par les réductions de moyens). Si l'on prend en compte les arrivées en cours d'année, cela rend la mise en place de dispositifs d'inclusion sur le niveau 6^{ème} difficile voire impossible. Nous ne pouvons accepter la suppression de cette division de 6^{ème}, car cela nous donnera des classes beaucoup trop chargées. Nous demandons donc le maintien de 8 divisions de 6^{ème} à la rentrée prochaine.

En outre, nous sommes face à une cohorte d'élèves de 5^{ème} extrêmement compliquée, beaucoup plus que tout ce que nous avons connu depuis des années. Sur ce niveau, les classes sont chargées (25 élèves par classe) et les problématiques individuelles (comportements inappropriés, profils dysfonctionnels non pris en charge, grande difficulté scolaire, démission des familles) se cumulent et s'aggravent. En ce moment, nous en sommes rendus à une prise en charge, en classe, par du personnel de vie scolaire de certains de ces élèves afin de permettre aux professeurs de faire cours à la classe et d'éviter des incidents voire des faits de violence ou de grande incivilité ! Évidemment, on ne peut pas continuer dans ces conditions. Nous nous épaulons entre collègues et tentons de trouver des solutions, mais la situation reste extrêmement compliquée, pour ne pas dire explosive. Ainsi, nos prévisions d'effectifs pour le niveau 4^{ème} l'an prochain sont de 200 élèves quand le Rectorat en annonce 197, et, si la différence peut sembler minime, avec la cohorte dont il est question, l'effectif de 25 élèves par classes s'avèrera intenable pour les enseignants et délétère pour le climat scolaire.

Nous demandons donc l'ouverture d'une classe de 4^{ème} pour la rentrée 2025, afin de pouvoir prendre en charge dans des conditions acceptables nos élèves sur ce niveau. D'autant plus que ce niveau est, comme chacun sait, un niveau traditionnellement difficile du fait de l'âge des élèves, en pleine adolescence, et crucial pour préparer la réussite en troisième et la future orientation. Nous souhaitons éviter des exclusions définitives ou un décrochage systématique de ces élèves en grande difficulté, or, cela ne sera possible que si nous sommes en capacité de les maintenir en classe et de les mobiliser dans leurs apprentissages du fait d'un effectif acceptable.

Pour finir, nous ne pouvons pas manquer de déplorer les moyens que nous avons perdus depuis plusieurs années du fait de la réduction répétée de notre dotation horaire, tant en heures postes qu'en HSE, et les dispositifs auxquels nous devons renoncer à nouveau pour l'an prochain, alors qu'ils étaient grandement profitables à nos élèves : dédoublements en anglais, en espagnol, en technologie et en histoire-géographie et soutien natation en 5^{ème}. Nous nous posons sérieusement la question de savoir si nos autorités académiques ont réellement conscience des réalités et des besoins de fonctionnement d'un établissement tel que le nôtre : plus de 800 élèves, REP et éloigné de la métropole bordelaise. Il n'est pas possible de ne considérer que les chiffres sans prendre en compte les problématiques humaines et locales.

Les représentant.e.s des personnels enseignants du collège Pierre de Belleyme de Pauillac, soutenu.e.s par le SNES-FSU et la CGT-Educ'action.

Les représentant.e.s des parents d'élèves élus, soutenu.e.s par la FCPE.

S'associe à ce vœu M. Le Bot, représentant du Conseil Départemental de la Gironde.